

## RAPPORT N° 418 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 17 DECEMBRE 2023

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 9 au 16 décembre 2023 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au cours de cette période, au moins trois (3) personnes ont été assassinées dans différentes localités du pays.

Le rapport déplore aussi un (1) cas de l'enseignant au lycée communal de Buta qui a été violemment battu et grièvement blessé par des militants du parti CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie) en province de Rutana de même que le cas de deux (2) membres influents du parti CNL (Congrès National pour la Liberté) qui sont arbitrairement arrêtés et détenus en province de Cibitoke. Enfin, le rapport fustige un (1) cas d'enlèvement, avec le risque de disparition forcée, d'un enseignant à l'Ecole Normale Supérieure (ENS) en mairie de Bujumbura.

### **1. Atteintes au droit à la vie**

- Une information parvenue à SOS-Torture Burundi a révélé que le corps sans vie de Sylvère Ndayitwayeko, âgé de 66 ans, a été découvert vendredi 9 décembre 2023 vers 19 heures dans un boisement de cèdres sur la sous-colline de Mibira de la colline Burarana, dans la commune et province de Bururi (sud du Burundi).

Selon des sources locales, Sylvère Ndayitwayeko, résidant sur la colline voisine de Mahonda, a été étranglé par des individus non identifiés alors qu'il venait de se faire coiffer dans un salon de coiffure de la localité. Le corps de la victime a été conduit à la morgue de l'hôpital de Bururi en attendant son inhumation.

SOS-Torture Burundi déplore la recrudescence de la criminalité en province de Bururi où deux corps ont découverts en moins de deux semaines et demande à la

police locale d'initier une enquête minutieuse afin d'établir les circonstances et les auteurs de la mort de Sylvère Ndayitwayeko.

- Dans la nuit de dimanche à lundi 11 décembre 2023 vers minuit 10 min, un homme connu sous le nom de Jean Marie Hakizimana a été tué par des hommes armés non identifiés au cours d'une attaque qu'ils ont menée sur la RN5 au niveau du pont de la rivière Kajeke dans la commune de Gihanga de la province de Bubanza (nord-ouest du Burundi) et qui visait à détruire ce pont qui relie la province de Cibitoke aux autres régions de l'ouest du Burundi.

Selon des sources locales, Jean Marie Hakizimana avec deux autres hommes, dont un certain Ismaël Nkurunziza, avaient d'abord été pris en otage dans la réserve naturelle de Rukoko par ces hommes armés dans la nuit de samedi 9 décembre 2023 pour les aider à transporter des vivres.

SOS-Torture Burundi a appris qu'Ismaël Nkurunziza a été arrêté la même nuit par la police qui l'a placé en garde à vue au cachot du commissariat communal de la police à Gihanga dans le cadre d'une enquête.

- Dans la matinée de mercredi 13 décembre 2023 vers 5 heures, le corps sans vie d'un homme prénommé Zephaniah, âgé de 50 ans, a été découvert sur la colline et zone de Mudende, en commune de Buyengero de la province de Rumonge (sud-ouest du Burundi).

Selon des sources locales, le corps de la victime a été retrouvé près de son domicile, mais ne présentait aucune trace de violence.

SOS-Torture Burundi demande l'ouverture d'une enquête minutieuse pour identifier les circonstances et les auteurs du meurtre afin de les traduire devant la justice.

### 2. Atteinte au droit à l'intégrité physique

- Dans la nuit de dimanche 10 décembre 2023 vers 20 heures, un enseignant prénommé Benoît du lycée communal de Buta, en commune et province de Rutana (sud-est du Burundi), a été violemment passé à tabac et grièvement blessé par trois membres du parti CNDD-FDD, à savoir un certain Mfuranzima (responsable collinaire du parti sur la colline Gitaba), le prénommé Claver (responsable collinaire de la ligue des jeunes Imbonerakure sur la même colline) et Damien Nkinahamira (chef de colline Gitaba).

Selon des témoins, les trois hommes se sont emparés de Benoît et l'ont emmené au bureau de la zone pour le torturer atrocement. Ils l'ont laissé dans un état très critique.

Les mêmes sources ont précisé que les trois hommes ont été interpellés le lendemain et placés en garde à vue, avant d'être libérés trois jours après leur interpellation sur l'ordre du gouverneur de la province de Rutana, Olivier Nibitanga,

SOS-Torture Burundi dénonce l'impunité dont jouissent les membres du CNDD-FDD depuis son accession au pouvoir, ce qui perpétue un climat délétère autour de la problématique des droits de l'homme sous le pouvoir en place au Burundi.

### 3. Atteintes au droit à la liberté de mouvement : arrestations et détentions arbitraires

- Dans la journée de dimanche 10 décembre 2023, Christophe Banyankiyubusa et Sandrine Nshimirimana, respectivement responsable communal du parti CNL en commune de Rugombo et représentante de la ligue des femmes sur la colline de Mparambo I de la même commune de la province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi), ont été arbitrairement arrêtés par la police sur des accusations

déraisonnables de tenir une réunion clandestine dans leur permanence du parti sans l'autorisation de l'administration.

Selon des sources locales, les deux militants influents du parti CNL en commune de Rugombo étaient plutôt occupés à faire de la propreté à la permanence de leur parti quand ils ont été injustement accusés de tenir une réunion sans l'aval de l'administration.

Les mêmes sources ont précisé que les deux victimes ont été conduites respectivement aux cachots communal et provincial de la police où elles sont depuis incarcérées. Ces arrestations arbitraires interviennent dans le contexte général d'intolérance politique à l'approche des échéances électorales de 2025 où le parti CNL vient de passer plus de six mois sous les sanctions abusives de suspension sur tout le territoire national de toutes les activités du parti prises par le ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique à la suite de mésententes internes.

SOS-Torture Burundi déplore la persistance d'actes d'intolérance politique du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, commis à l'endroit des militants des partis de l'opposition, à l'occurrence ceux du CNL, et demande la libération immédiate de ces deux militants placés en détention de manière abusive.

#### 4. Cas d'enlèvement ou disparition forcée

- Dans la journée de mercredi 13 décembre 2023 vers 13 heures, Ing. Samuel Rudahinyuka, enseignant à l'Ecole Normale Supérieure (ENS) et doctorant à l'Université du Burundi a été enlevé près du campus de Kamenge à la fin des cours à l'Ecole doctorale et au moment où il s'apprêtait à entrer dans sa voiture.

Selon des témoins, ses ravisseurs se trouvaient à bord d'une camionnette blanche Toyota Hilux double cabine à vitres teintées, sans plaque d'immatriculation.

Des sources locales ont précisé que, dans la foulée, les membres de sa famille ont essayé d'appeler son numéro de téléphone qui sonnait dans un premier temps sans décrocher, avant d'être éteint. Ils ne savent pas le lieu de destination de l'Ing. Samuel Rudahinyuka et soupçonnent des agents du Service National de Renseignement (SNR) d'être les kidnappeurs en raison des circonstances et des méthodes de son enlèvement qui ont déjà été utilisées par ce service célèbre dans les enlèvements et disparitions forcées au Burundi.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.